

Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur de Cuba,
Son Excellence Monsieur le Secrétaire de l'Ambassade du Vietnam,
Monsieur le Ministre représentant Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur de
Chine,
Madame l'Ambassadeur de Palestine en France,
Madame la Chargée d'affaires de l'Ambassade du Venezuela,
Mesdames et Messieurs les représentants des Partis communistes et mouvements
progressistes du Chili, de Bolivie, du Kurdistan, des Comores, de Côte d'Ivoire,
Mesdames et messieurs les représentants du monde syndical et associatif,
Mesdames et messieurs les parlementaires,
Mesdames et Messieurs les élus,
Chers amis, chers camarades,

Cher·e·s ami·e·s, cher·e·s camarades,

Merci à tous pour votre présence ce soir, elle fait chaud au cœur. Je veux bien sûr
vous adresser, à toutes tous, mes vœux les plus chaleureux de santé, de bonheur et
de paix pour cette année 2022.

Je voudrais dire aux Françaises et aux Français : bonne année, bonne santé et beau-
coup d'argent dans le porte-monnaie ! Car la santé et le porte-monnaie, ce sont
deux sujets de préoccupation majeure, encore en cette année 2022.

Je voudrais adresser un message de soutien et de solidarité à toutes les personnes touchées par la pandémie, aux familles des 126 996 de nos concitoyens qui ont perdu la vie, à ceux qui ont subi une forme longue, grave de la maladie et qui se rétablissent doucement.

Je voudrais, encore une fois saluer l'engagement, le courage, la force des personnels soignants, des femmes souvent, si courageuses, toujours mobilisées, sans renforts, sans moyens humains supplémentaires, sans reconnaissance. Et saluer aussi tous les salariés en première ligne encore aujourd'hui, ceux qui s'entassent dans le métro, dans les TER, qui partent tôt le matin, pour assurer leurs missions essentielles au bon fonctionnement du pays.

Qu'ils travaillent dans le public comme dans le privé, ce sont les héros de cette crise. Je redemande solennellement que leurs conditions de travail, leurs salaires soient à la hauteur de leur engagement au service de la France.

Ce monde du travail et de la création, c'est notre plus belle richesse. C'est l'humain d'abord.

C'est lui que nous voulons mettre au cœur de toutes les politiques, au cœur de cette campagne. Nous en sommes fiers et c'est avec lui que nous voulons reconstruire le pays.

Les Français font toujours face, avec courage, abnégation, à la crise sanitaire, et en étant bien démunis face à des variants comme Omicron, hyper contagieux.

Si le vaccin reste le meilleur moyen de se protéger contre les formes graves, nous avons aussi besoin d'investir massivement dans nos services publics, dans la protec-

tion des salariés, des enfants, des aînés. Car aucun passe vaccinal n'a réussi à empêcher cette 5^e vague de frapper la planète avec un variant hyper contagieux.

Protéger les Français, oui, mais aussi empêcher l'arrivée de nouveaux variants.

Cela reste d'une actualité criante. Tous les peuples du monde doivent avoir accès aux vaccins.

Je prends l'engagement, ici, que la France mènera ce combat contrairement aux choix du président actuel. L'année dernière, déjà, lors de la cérémonie des vœux, je formulais cette requête en relayant l'appel de plus de 100 pays qui mènent cette bataille à l'échelle du monde. J'ai interpellé à plusieurs reprises le Président de la République. Si nous avions fait valoir ce droit au sein de l'OMC à cette époque, aujourd'hui, une quinzaine de sites supplémentaires dans le monde, en Asie, en Afrique, en Amérique latine, produiraient ces vaccins pour ces peuples qui n'y ont toujours pas accès. Et peut-être qu'il n'y aurait pas eu de variant OMICRON.

Cette année nouvelle a aussi débuté avec une mobilisation exceptionnelle des enseignants et des parents d'élèves face au chaos organisé à la rentrée dans les écoles.

Un pays qui maltraite sa jeunesse n'a pas d'avenir.

Je voudrais les saluer. Ils sont en première ligne, épuisés à devoir gérer les absences des enfants, les parents, les cas contacts, leur propre contamination.

Avec les syndicats, nous avons fait de nombreuses propositions pour sortir de là, dont celle d'embaucher rapidement des jeunes enseignants en formation.

Le ministre a dû entendre et a fait des annonces qui vont dans le bon sens avec l'embauche de plus de 3 000 jeunes issus des listes complémentaires. Ne mégotons pas cette avancée.

Mais c'est encore insuffisant alors nous continuons de formuler cette exigence : maintenir les classes ouvertes et sécurisées. Chaque enseignants malade, absent, doit être remplacé. Pas un enfant sans enseignant plus de 24h !

Et nous continuons de demander un véritable revenu étudiant permettant à tous nos jeunes de poursuivre leurs études sans être obligés de travailler en plus. L'année 2022 doit être l'année du changement pour nos enfants, pour la jeunesse du pays. Nous voulons bâtir la meilleure école de la République pour nos enfants, de la maternelle à l'université. Nous voulons mettre un coup d'arrêt à l'américanisation de nos universités, comme le prévoit le président actuel.

D'ailleurs, l'annonce du président de rendre les universités payantes pour tous ou plus cher, ce n'est pas clair. C'est un coup dur pour de nombreux jeunes, comme pour les présidents d'université : combien demain, si un tel projet était mis en œuvre, ne pourront pas payer leurs frais d'inscription ? Que vont devenir nos universités ?

Les campus à l'américaine, réservés aux riches ou à des étudiants qui s'endettent pendant 20 ans, nous n'en voulons pas ici !

Soyons nombreux à manifester avec les étudiants, les enseignants, ce mercredi 20 janvier pour défendre l'école de la République.

Cette nouvelle année 2022 doit être aussi celle du changement pour le pouvoir d'achat. Elle doit être celle de la hausse des salaires et des retraites !

On est le 17 du mois et pour beaucoup, c'est déjà l'angoisse du frigo vide.

Voilà pourquoi cette question du travail est au cœur de nos priorités !

Des salariés, des familles populaires, des jeunes, et 7 millions de personnes sont contraintes de recourir à l'aide alimentaire. Et le fossé entre les nantis des beaux quartiers et les travailleurs ne cesse encore de s'approfondir depuis la rentrée, avec l'explosion des prix, celui du gaz et de l'électricité en particulier, qui font des ravages partout, et pas seulement chez les plus fragiles.

6 Français sur 10 ont baissé le chauffage pour éviter une facture trop salée.

Le prix de l'électricité est multiplié par trois.

Celui du gaz est multiplié par cinq !

Si l'on ajoute à ça la hausse des carburants, des produits frais, des pâtes, et de bien d'autres produits de consommation courante, on comprend pourquoi tant de ménages ont réduit leurs dépenses alimentaires.

Même les entreprises sont fragilisées par ces explosions de factures, à l'image de ces aciéries pour qui le coût de production lié à la seule électricité peut être multiplié par 11 !

Pour répondre à toutes ces difficultés, le gouvernement a fait le choix de l'insulte et du mépris.

Le président commet une grave faute en insultant les Français et en privant symboliquement les non-vaccinés de leur qualité de citoyen.

Un président de la République ne devrait jamais approfondir la division du pays au service de son propre intérêt, pour masquer ses propres erreurs et alimenter son scénario présidentiel.

Il méprise en plus les travailleurs en leur distribuant des billets de 100 euros comme s'il en avait plein les poches, avec l'indemnité inflation face à la hausse de l'essence ou encore pour 24 000 infirmières de réanimation en laissant de côté toutes les autres. C'est notre argent qu'il distribue, il l'oublie.

Nous n'oublions pas nous qu'une prime n'est pas un salaire car elle ne cotise pas et ça ne dure qu'un mois, que les salaires, eux, sont toujours gelés, que les retraites sont désespérément basses alors que la France est championne d'Europe de distribution des dividendes.

C'est pourquoi nous partageons l'appel des organisations syndicales qui appellent à la mobilisation, le 27 janvier prochain, pour demander des hausses de salaires.

Nous soutenons d'autant plus cet appel que l'argent, c'est justement le cœur de notre campagne. Et l'on a bien l'intention de prendre le pouvoir sur son utilisation.

Oui, nous sommes déterminés à prendre le pouvoir à la finance, aux riches, aux privilégiés, à mettre un terme à la corruption, à la fraude fiscale des riches. Et c'est le sens du message que j'adresse ce soir aux Français.

Nous sommes déterminés à augmenter les salaires et à prendre le pouvoir sur l'utilisation de ces milliards d'euros qui coulent à flot pour quelques milliers de privilégiés qui, en plus, font tout pour éviter l'impôt.

Nous sommes déterminés à investir dans nos services publics en recrutant 500 000 agents publics, en favorisant les pré-recrutements de jeunes pour l'école, la santé, la transition écologique, la sécurité, la justice, la lutte contre l'évasion fiscale...

Déterminés à sortir des énergies fossiles et à baisser les factures de gaz et d'électricité des ménages comme des entreprises, en investissant dans un mix énergétique nucléaire et renouvelable, avec une entreprise publique pour retrouver notre souveraineté en la matière.

Déterminés à promouvoir la paix et la sécurité collective en Europe et dans le monde plutôt que de rester alignés derrière les Etats-Unis, en alimentant une guerre froide d'un autre temps.

Déterminés à servir le peuple, le monde du travail et de la création, l'égalité des droits des femmes et des hommes, de tous les citoyens sans distinction, déterminés à réindustrialiser la France, à produire en France – ce n'est pas un gros mot, ça ! – et à nous réapproprier nos moyens de production pour décider de ce que nous produisons et comment nous produisons !

Oui, à 84 jours de ce premier tour de l'élection présidentielle, nous sommes déterminés. Aux Français, je dis : *« envahissez cette élection, mettez dehors les libéraux, les corrompus et la République des privilèges pour construire la République sociale, démocratique et laïque au service du peuple et de la nation ! »*

Oui, le cœur de notre campagne, c'est de reprendre le pouvoir à la finance et proposer aux Français de construire ensemble la France des Jours heureux.

Nous voulons des réformes heureuses, populaires, garantissant à nos enfants un avenir, dans une France du travail, créatrice, pacifiste, fraternelle, belle, respectueuse du vivant et mettant toutes ses richesses au service du climat et de chaque être humain.

Notre idéal de justice et de solidarité est là, dans nos cœurs, intact, aussi éblouissant que ces œuvres de Picasso, de Fougeron, de Giacometti, de Charb ou de Rancillac exposées ici, artistes engagés au service de la paix, de la lutte contre toutes les formes d'intégrisme et pour l'amitié entre les peuples.

Oui, nous voulons rassembler le monde du travail et de la création pour porter un nouvel espoir en France, et à gauche.

Et nous voulons nous attaquer avec lui, avec les travailleurs et les artistes à la marchandisation de nos vies et faire tomber le mur de l'argent, cause de toutes ces inégalités qui fracturent notre pays.

Il n'y a jamais eu autant d'argent distribué que pendant cette crise. En France, ce gouvernement a distribué 250 milliards d'euros aux entreprises, sans aucune contrepartie. Et 57 milliards d'euros de dividendes ont été versés aux actionnaires du CAC 40.

Il n'y a jamais eu autant d'argent créé et distribué en Europe, dans cette Union européenne que notre pays va présider.

1 800 milliards d'euros créés et versés par la BCE aux marchés financiers ! La planche à billet a tourné à fond ! Ou est allé cet argent ? Pas dans nos poches, pas dans les salaires, pas dans les services publics.

En revanche, 2 000 milliards d'euros versés aux actionnaires des multinationales dans le monde en 2021, dont 476 milliards pour les grands actionnaires des groupes européens.

C'est pourquoi la présidence française de l'Union européenne est très importante, pour notre pays, comme pour les peuples d'Europe.

A deux jours de l'intervention du président de la République à Strasbourg, au Parlement européen, je lui demande, au nom des travailleurs, des retraités, des jeunes de notre pays, de faire de la lutte pour l'emploi et la formation, de la lutte contre le chômage et la pauvreté la priorité de la présidence européenne.

92 millions d'habitants de l'Union européenne sur 450 millions vivent sous le seuil de pauvreté. 20 % ! Où est la prospérité promise par les traités que beaucoup de candidats à la présidentielle défendent toujours aujourd'hui ?

Oui, cette présidence est importante car nous ne pouvons plus laisser la finance, les marchés financiers, les multinationales s'accaparer ces milliers de milliards d'euros et en même temps laisser croître la pauvreté, laisser nos usines partir à l'étranger et voir le climat se réchauffer du fait de la croissance de nos importations.

Fixons-nous comme critère de convergence économique et social la réindustrialisation de l'Europe en mettant fin aux délocalisations en Asie, en Afrique, dans les pays où des enfants, des femmes sont exploités, où les droits humains sont bafoués, où la forêt primaire est dévastée !

Mettons fin à la concurrence entre les travailleurs de l'Union européenne, dans une course folle au moins-disant social.

Les délocalisations entre pays de l'Union européenne, au nom de la compétitivité, il faut y mettre un terme. Il faut les interdire car c'est au nom de cela que Bridgestone est partie en Hongrie.

À titre d'exemple, les fonderies, dont la SAM qui manifestait à Paris mardi, ne doivent pas voir leur travail partir au Portugal ou en Espagne. Renault et Peugeot doivent mettre un terme à leurs délocalisations permanentes.

Le travail des fonderies doit rester en France !

Concernant le travail, l'Union européenne doit se donner des objectifs de création de services publics européens en matière de transport, d'énergie, de santé, avec des salaires à la hausse et en retenant les clauses sociales les plus favorables pour les travailleurs européens.

Et c'est la même chose pour les droits des femmes qu'il faut aligner sur les droits les plus élevés des pays de l'Union européenne, en tout domaine.

Enfin, une présidence française à la hauteur des enjeux doit se fixer comme objectif celui de la paix, de la dénucléarisation de l'armement et de la sortie du conflit permanent avec la Russie comme avec la Chine, comme si la guerre froide devait être encore entretenue durant tout le 21^e siècle !

Nous proposons de mettre à l'ordre du jour la discussion d'un traité de sécurité collective entre tous les pays de l'Europe et jusqu'à la Russie pour ouvrir un espace de dialogue entre tous plutôt que d'entretenir un espace de conflit entre nous !

Je veux une Europe solidaire des peuples qui luttent pour leurs droits, leur souveraineté. Je pense au peuple palestinien, au peuple kurde et aux peuples d'Amérique latine qui, comme Cuba se battent pour faire respecter leur souveraineté.

Nous proposons de faire vivre le droit d'asile et de garantir le droit des familles à vivre ensemble, droits inscrits dans la Convention européenne des droits de l'Homme que tous les pays de l'UE ont inscrit dans leur Constitution !

Nous ne voulons pas remettre en cause ses principes écrit au lendemain de la Seconde Guerre mondiale car nous voulons rester des êtres humains, comme nous l'ont demandé ceux qui ont survécu aux camps de concentration, à la haine au racisme et à l'antisémitisme.

Nous qui avons combattu avec force le Traité constitutionnel en 2005, qui avons participé à la victoire du « non », nous voulons que le peuple français soit respecté dans le choix formulé à l'époque et bafoué par tous les gouvernements depuis, de gauche et de droite.

Nous voulons restaurer la souveraineté des peuples dans leur choix politiques, économiques, fiscaux. Nous voulons bâtir une Europe des nations et des peuples qui coopèrent, au service de la paix et de l'émancipation humaine.

Notre idéal de justice et de paix, nous voulons le partager !

J'ai bien compris que pour le président Macron, cette présidence de l'UE est surtout un marionnette pour sa campagne des présidentielles. Ce n'est vraiment pas digne eu égard aux enjeux. Les chefs d'Etat de l'Union européenne devraient être vigilants pour éviter qu'il utilise cette présidence à des fins électorales quand les problèmes sont aussi importants.

Chers ami·e·s,

Nous sommes aujourd'hui à 12 semaines d'un rendez-vous très important pour notre pays avec le premier tour de l'élection présidentielle.

Depuis 6 mois, bien des choses ont changé, bien des regards se sont modifiés à notre égard.

Tout le monde reconnaît aujourd'hui notre originalité, notre sincérité, notre singularité et la cohérence de notre projet, tout entier tourné vers la défense des intérêts du peuple, des salariés, sans états d'âme, sans se soucier des polémiques.

Avec ma candidature, avec nos propositions, nous voulons incarner une gauche républicaine, populaire, honnête, sincère et nous ne lâcherons rien !

Cet intérêt nouveau conforte ma détermination, notre détermination.

La paix, la justice sociale, le partage des richesses, l'exigence d'égalité, de démocratie, d'universalité des droits humains, n'ont jamais été d'une si brûlante actualité.

La polémique sur l'alimentation et les insultes dont j'ai fait l'objet en deviennent ridicules. Mais elles sont révélatrices. Elles montrent à quel point une partie de la gauche et des écologistes est coupée des réalités d'une majorité de Français.

La pauvreté grandit, 5 millions de Français se rendent dans les associations pour chercher à manger, nos étudiants font la queue des banques alimentaires, des salariés, des retraités, 3 millions de foyers sont en précarité énergétique.

Mais pour certains, la priorité est d'interdire la viande, le foie gras, les voitures, les sapins de Noël ou les centrales nucléaires, sans proposer aucune alternative crédible pour répondre aux besoins des Français et sauver le climat.

Ceux-là sont coupés du peuple. Et moi j'assume, je continuerai de mettre les pieds dans le plat, de défendre le beefsteak des Français, de demander un meilleur partage du gâteau. J'assume ! Et pour se payer un bon beefsteak, il faut un bon salaire ou une bonne retraite !

Et je continuerai de défendre nos agriculteurs, nos éleveurs, nos bouchers, nos pâtisseries, nos viticulteurs et toutes les écoles qui permettent de les former car nous avons besoin d'eux pour garantir à chacun de pouvoir manger sain et sa faim !

Je me rendrai d'ailleurs demain à l'École nationale de la boucherie pour saluer les jeunes qui s'engagent dans cette profession.

Oui, manger sain et à sa faim est un projet révolutionnaire et nous ne lâcherons rien là-dessus ! On est le Parti de la Fête de l'Huma, des banquets et des bals populaires quand même !

Alors, ce soir, je lance un appel.

Un appel à construire la France des Jours heureux. Un appel à refonder la gauche.

Quels qu'aient été vos votes dans le passé, quelles qu'aient été vos préférences à gauche, même si vous n'avez jamais voté communiste, vous avez la possibilité d'ouvrir à la France le chemin d'un autre destin.

Si vous êtes ouvrier, agriculteur, enseignant, artiste, ingénieur, étudiant, retraité, vous avez la possibilité de faire entendre votre voix et de vous faire respecter.

A chacune et chacun, je tends la main. Construisons ensemble « La France des Jours heureux ». Rejoignez-nous dans cette campagne, rejoignez les centaines de comités de Jours heureux qui naissent toutes les semaines en France.

A chacune et chacun je dis : construisons ensemble une gauche nouvelle, populaire, sociale, républicaine, déterminée à faire reculer la pauvreté et le chômage en osant affronter les puissances d'argent.

Une gauche pour laquelle le travail doit devenir vecteur d'émancipation, et non plus d'exploitation, d'aliénation, de saccage des vies humaines.

Une gauche pour laquelle une nouvelle industrialisation du pays est la condition même d'un autre mode de production et de consommation, écologiquement soutenable.

Une gauche pour laquelle la souveraineté du peuple et de la nation est le moyen indispensable, le seul moyen, pour que chacun, chacune et toutes et tous ensemble, nous redevenions maîtres de notre destin, dans une République devenue enfin sociale, pleinement démocratique et laïque.

Une gauche qui n'abdique pas devant les prétendues « contraintes extérieures », mais qui veut transformer l'Europe de fond en comble, changer l'ordre du monde en travaillant à des coopérations ambitieuses entre les peuples.

Ces idées, je suis certain que nous sommes des millions à les partager.

Et elles sont le plus sûr moyen de battre la droite et l'extrême droite, de faire reculer la haine, la xénophobie et le racisme.

Plus elles prendront de la force, plus l'espoir renaîtra dans notre pays, et plus la gauche sortira d'une impasse mortifère.

Voilà ce que nous proposons. C'est tout de même plus enthousiasmant qu'une primaire !

Aujourd'hui, s'ouvre une nouvelle phase de notre campagne.

Nous irons partout dans le pays, dans les villes et les villages, porter notre ambition d'une France des Jours heureux, du droit au bonheur, aux sourires et nous les voulons pour tout le monde !

Ce soir, nous vous présentons l'affiche officielle de notre campagne. Je voudrais saluer la Directrice artistique et l'ensemble des équipes de la communication. Nous avons fait un choix : de conserver le slogan « La France des Jours Heureux ».

400 000 affiches arrivent en ce moment dans les fédérations et dans les centaines de comités de Jours heureux qui se sont créés dans toute la France, rassemblant des dizaines de milliers de soutiens.

Une lettre aux Français présentant ma candidature sera distribuée à 5 millions d'exemplaires, par les militants et toutes celles et ceux qui nous ont rejoints. Car nous avons encore du travail à faire pour pallier notre absence dans les médias et dans l'échéance présidentielle durant de nombreuses années.

J'invite les amis, les soutiens à donner cette lettre au porte-à-porte pour parler, convaincre, toucher les Français dans les quartiers populaires, dans les villes et les

villages. Oui, tapons à 5 millions de portes dans les 80 jours qui nous restent, nous avons la force militante pour le faire !

Nous présenterons notre programme le 24 janvier prochain.

180 propositions issues de nos travaux parlementaires, de nos rencontres avec le monde du travail, de mes déplacements. Je lance le défi de réaliser 500 réunions publiques pour faire connaître ce programme, dans toute la France et le partager avec le plus grand nombre.

Et je vous donne rendez-vous à Marseille, le 6 février prochain, pour le premier grand meeting national de cette année qui sera l'occasion de présenter ce programme et d'affirmer notre volonté de changement en France ! Et ce sera un meeting où cela sentira bon la fraternité, la joie, la bonne humeur et la sueur. Ce sera olfactif mais naturel !

Faisons de Marseille un grand rendez-vous pour la campagne.

A partir de la fin du mois, les parrainages commenceront à arriver au Conseil constitutionnel. Ce sera aussi un moment fort de la campagne qui montrera qui est capable de se présenter à cette élection. Et je souhaite, bien sûr, que tous ceux qui nous ont envoyé leur promesse, la confirment. Mais j'invite aussi celles et ceux qui n'ont pas encore décidé, à m'accorder leur soutien pour me donner de la force.

J'invite les élus communistes et républicains à me soutenir fortement et à ne pas céder aux tentatives de division, à ne pas jouer personnel mais collectif. Oui, soyons unis, cohérents, fidèles à nos convictions, c'est notre force !

Construisons ensemble cette campagne, dans les comités des Jours heureux, dans des appels lancés partout dans le pays, que les communistes mettent simplement à votre disposition.

Faisons en sorte que 2022 soit l'année de naissance d'une gauche nouvelle, fraîche, heureuse, populaire, sûre de ses principes et forte de son projet révolutionnaire.

Cher·e·s ami·e·s,

En vous renouvelant tous mes vœux de santé et de bonheur, je veux vous dire ces quelques mots :

Ensemble, nous aurons la force de faire venir ces Jours heureux tant attendus par nos concitoyens et par l'humanité toute entière.

Partageons ces mots du poète Nazim Hikmet : « *Les plus beaux de nos jours sont ceux que nous n'avons pas encore vécus.* »